

REF : CDV – N° 2023-05

THEME : DOMAINE ET PATRIMOINE AUTRES ACTES DE GESTION DU DOMAINE PRIVE

OBJET : FORET COMMUNAL – PROGRAMME DE COUPES DE BOIS 2023

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SÉANCE du 16 JANVIER 2023

Nombre de membres en exercice = 23

Légalement convoqué le 10 janvier 2023, le Conseil municipal s'est réuni le Lundi 16 janvier 2023 à 19 h 00, à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Jean-Pascal THOMASSET, Maire

PRESENTS = Mmes et MM. Bernard TAVERNIER, Annick SERRE, Renaud DONZEL, Jean-Michel LEGRAND, Jean-Henri LAURENT, Olivier ROBIN, Annie COLOMB, Sylvie CHARDEYRON, Eric TRINQUET, Denis COLLET, Suzy CASSAR, Bertrand BONNAMOUR, Brigitte LIMODIN, Thomas GIRARD.

Formant la majorité des membres en exercice.

Absents excusés :

Séverine DEBUS donne pouvoir à Jean-Pascal THOMASSET,
Nathalie TISSOT donne pouvoir à Sylvie CHARDEYRON,
Nathalie ROMANET donne pouvoir à Umus PERONNE,
Florence GAUTHIER donne pouvoir à Annick SERRE,
Christophe BLANC donne pouvoir à Jean-Henri LAURENT.

Absents non excusés :

Mihrican AVCI,
Radikah JUMMUN.

Monsieur le Maire présente au Conseil municipal le programme des coupes à asséoir en 2023 dans les forêts soumises au régime forestier, sur proposition de l'ONF,

ETAT D'ASSIETTE :

Parcelle	Type de coupe (1)	Volume présumé réalisable (m3)	Surface à parcourir (ha)	Année prévue doc. Gestion (2)	Proposition ONF (3)	Justification ONF (si modification)	Année décision propriétaire (4)	Mode de commercialisation				
								Vente avec mise en concurrence (sur pied)	Vente avec mise en concurrence (unité mesure)	Contrat Bois façonné	Autre vente gré à gré	Délivrance
4	IRR	274	8,2	2023	2023			<input checked="" type="checkbox"/>				

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, A L'UNANIMITE DE SES MEMBRES PRESENTS ET REPRESENTES,

- **DEMANDE** à l'Office National des Forêts de bien vouloir procéder en 2023 au martelage de la coupe ci-désignée ci-dessus,
- **CONFIRME** ce mode de commercialisation,
- **DONNE POUVOIR** à Monsieur le Maire pour effectuer toutes les démarches nécessaires à la bonne réalisation des opérations de vente.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait conforme au registre des délibérations du conseil municipal.
Acte rendu exécutoire après dépôt
en Sous-préfecture de Nantua le
Publication ou affichage le
Jean-Pascal THOMASSET
Maire de Nantua

Le Maire,

Jean-Pascal THOMASSET

The image shows a blue ink signature of Jean-Pascal THOMASSET. To the left of the signature is a circular official stamp of the 'MAIRIE DE NANTUA' in the 'AIN' department. The stamp features a central emblem with a star and a figure, surrounded by the text 'MAIRIE DE NANTUA' and 'AIN'.

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.